

Son transfert ayant été refusé Un enfant autiste loin de l'école

CHARLES THÉRIAULT

ctheriault@ledroit.com

Un garçon autiste de 10 ans d'Ottawa ne fréquente plus l'école depuis deux ans parce que sa mère jugeait qu'il ne recevait pas les services nécessaires à son état et qu'il était maltraité.

Cécile Villeneuve a retiré son fils, Andrew Dagenais, de l'école Montfort de Vanier en décembre 2005 et depuis ce temps, elle essaie, en vain, de le faire transférer dans une autre école. Il reste donc à la maison où une éducatrice privée donne un coup de main à sa mère pour assurer son éducation.

«Je l'ai retiré de cette école parce qu'on n'était pas capable de répondre à ses besoins et qu'il était maltraité physiquement et mentalement. Parfois, on le traînait et on s'assoit sur lui afin qu'il arrête de bouger. J'ai dû aussi retirer mon autre fils de cette école et l'envoyer ailleurs parce qu'il était traumatisé par la manière dont son frère était traité», raconte M^{me} Villeneuve.

La mère d'Andrew reçoit de l'aide d'Huguette Boisvert, de l'Association franco-ontarienne de l'autisme, qui la supporte dans ses démarches. Selon M^{me} Boisvert, le garçon ne pouvait fonctionner dans cette école parce qu'il ne se sentait pas aimé ni compris.

Cécile Villeneuve dit avoir vu,

un jour, une éducatrice trainer son fils dans la cour de l'école. «C'est à ce moment-là que j'ai demandé le transfert d'école mais on me l'a refusé. Pourtant, normalement, ces transferts sont acceptés à condition que les parents assurent le transport de leurs enfants, ce que j'étais prête à faire», a-t-elle ajouté.

Compréhension de l'autisme

Huguette Boisvert, qui a elle-même siégé comme conseillère scolaire au Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est, croit que le personnel de l'école Montfort ne comprend pas l'autisme et que le problème d'Andrew aurait pu être réglé rapidement.

«Son médecin a recommandé le changement d'école et je suis moi-même allé présenter une demande devant le conseil scolaire. On m'a accordé dix minutes, mais on a maintenu la décision de ne pas autoriser le transfert. C'est peut-être un manque de volonté. On prend la part du système au lieu de prendre celle de l'enfant», a expliqué M^{me} Boisvert.

La porte-parole du conseil scolaire, Roxanne Deevy, a refusé de commenter le cas d'Andrew Dagenais. «On ne peut pas commenter le cas d'un élève par souci de respect pour l'élève et sa famille on ne peut pas parler des détails», a déclaré M^{me} Deevy.



Vote de grève à l'UQO ^{24 heures} ^{17 oct} p.3

Les 280 étudiants du module des Sciences sociales de l'Université du Québec en Outaouais se sont prononcés en faveur de la grève générale illimitée pour réclamer la gratuité scolaire.

Les membres de l'Association étudiante des Sciences sociales de l'UQO se sont réunis en assemblée générale spéciale hier et ont adopté un mandat de grève générale illimitée.

«Le but est de contrer l'augmentation des frais», a expliqué le président de l'association, Eloi Bureau.

La grève sera déclenchée à l'UQO dès que sept autres associations étudiantes du Québec et 25 000 étudiants auront voté dans le même sens.

«On trouvait que l'assemblée générale de l'Association des étudiants de l'UQO nous avait mal représentés en septembre dernier», a rajouté M. Bureau.

Lors de cette assemblée, de nombreux étudiants avaient quitté la salle de réunion alors que certains avaient rejeté l'idée d'une grève générale. (Louis-Denis Ebacher)



- photo Archives

Le président de l'Association étudiante des Sciences sociales de l'UQO, Eloi Bureau.

PROFESSEUR HONORÉ

Chaque année, MusiCan, le programme d'enseignement de la musique de CARAS, sélectionne un professeur de musique canadien qui s'est distingué par son travail et lui présente des témoignages de reconnaissance. Demain, le 3^e prix annuel sera décerné à un professeur de Gatineau. La remise de prix se fera à la Polyvalente Nicolaas-Gatineau, en présence de la présidente de CARAS. Pour l'occasion, un artiste de studio d'enregistrement de réputation internationale présentera un message de félicitations sur vidéo au professeur. (24h)

EN BREF**Fierté franco-ontarienne**

Près de 18 000 jeunes seront sensibilisés à la fierté franco-ontarienne par l'entremise des activités organisées par les ambassadeurs du drapeau franco-ontarien, cette année, dans une centaine de classes de 7^e année des écoles francophones

de l'Ontario.

Depuis trois ans, le projet de l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) d'Ottawa — entourée de neuf organismes collaborateurs à travers la province, dont l'ACFO de Prescott et Russell — est financé par la Fondation Trillium de l'Ontario.

L'initiative vise à contrer l'assimilation en rehaussant la fier-

té d'appartenance à la communauté franco-ontarienne et faisant connaître l'histoire de la communauté chez les 12 et 13 ans. Près de 150 jeunes francophones seront assermentés à titre d'ambassadeurs du drapeau franco-ontarien. Neuf des 12 conseils scolaires francophones de l'Ontario participent à ce projet.

LEDROIT

UN PALMARÈS PRÈS DE CHEZ VOUS!

Pour la rentrée, *L'actualité*, le Fraser Institute et l'Institut économique de Montréal, vous offrent l'outil le plus complet au monde en son genre : «Comment se compare votre école?». Ce logiciel, facile à utiliser, vous permet en quelques clics de souris de comparer une école secondaire de votre choix à d'autres établissements similaires.

À vous d'établir les critères de comparaison, que ce soit les résultats dans une matière, la proximité géographique ou la moyenne générale des élèves.

Conçu par le Fraser Institute et l'Institut économique de Montréal, qui produisent également chaque année le Palmarès des écoles, le nouvel outil s'adresse tout autant aux parents qu'aux professeurs et aux directions d'école.

Ces derniers apprécieront notamment les critères de sélection «En retard (%)» (le pourcentage d'élèves en retard dans leur cheminement), «EHA (%)» (le taux d'enfants en difficulté d'apprentissage) et «nombre d'élèves».



Retour à
la section
Éducation

Comment se
compare votre
école ?

Fermer la fenêtre



Le mercredi 17 oct 2007

Courchesne veut faciliter la réussite des élèves «avant qu'il soit trop tard»

[Violaine Ballivy](#)

La Presse

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a tenu à rassurer les parents hier: elle n'a pas l'intention de stopper l'application de la réforme au secondaire. N'empêche que les craintes qu'elle émet très ouvertement sur la possible dégradation des résultats des élèves québécois inquiètent le milieu.

Michelle Courchesne se dit prête à apporter tous les changements nécessaires à la réforme pour améliorer la réussite des élèves «avant qu'il soit trop tard, s'il n'est pas déjà trop tard». Hier, elle a confirmé lors de la période des questions à l'Assemblée nationale qu'elle envisageait de réintroduire l'évaluation des connaissances dans le bulletin. «Nous allons chiffrer à la fois les compétences et les acquisitions de connaissances», a-t-elle dit.

«Les résultats des élèves du secondaire sont préoccupants et je ne sens pas d'amélioration des résultats au primaire. De plus en plus d'élèves sont en difficulté. Je fais beaucoup de consultations depuis que je suis en poste, je parle à des gens de partout et, d'après les expertises du Ministère, il y a un questionnement important à se faire», a-t-elle dit en entrevue à *La Presse*.

Michelle Courchesne se dit particulièrement préoccupée par les lacunes des élèves en écriture et en lecture. Elle attend avec impatience les recommandations d'un comité chargé de faire le point sur la question d'ici au mois de décembre. «Il y a des commissions scolaires au Québec où l'on ne donne plus aucune dictée en disant que c'est la réforme qui l'impose. Je voudrais en avoir le coeur net et m'assurer que toutes les méthodes d'enseignement du français sont les bonnes.»

«Les enfants doivent avoir des connaissances de base plus solides au primaire pour aborder le secondaire de façon plus forte», dit la ministre.

Crier au loup?

Ces propos de Mme Courchesne, qui faisaient écho à un article publié hier dans les pages du *Devoir*, ont été accueillis avec beaucoup de scepticisme dans le milieu de l'éducation.

«On sent chez la ministre une certaine panique. Elle a réintégré les bulletins chiffrés et annoncé le retour du redoublement en cours de cycle beaucoup trop rapidement, sans laisser à la réforme le temps de donner les résultats attendus», estime Louise Lafortune, porte-parole du Réseau pour l'avancement de l'éducation. «Mme Courchesne doit distinguer les enjeux politiques et éducatifs pour faire des choix éclairés.»

«On est en train de saboter la réforme», s'inquiète aussi Michel D. Laurier, doyen de la faculté des sciences de l'Éducation de l'Université de Montréal. Il perçoit dans les propos de la ministre une incompréhension de certains principes élémentaires du programme. «La ministre affirme qu'il faut larguer les compétences pour revenir à

l'évaluation des connaissances, comme si elles se développaient parallèlement, de façon séparée. Personne ne dit qu'il faut exclure les connaissances, mais plutôt qu'il faut les évaluer dans le contexte d'une compétence.»

Les réactions les plus favorables sont venues hier de la Fédération des syndicats d'enseignants. «J'ai l'impression qu'elle prend enfin la vraie mesure des changements et des difficultés rencontrées sur le terrain», dit Paula Duguay, vice-présidente de la FSE.

À la demande du ministère de l'Éducation, une équipe de chercheurs de l'Université Laval amorcera cet automne une vaste étude sur les effets de la réforme au secondaire.



Le mardi 16 oct 2007

Des accommodements religieux négociés à l'amiable

Lia Lévesque

La Presse Canadienne

Longueuil

La Commission Bouchard-Taylor a entendu, mardi, des représentants de différentes Églises qui sont venus témoigner d'accommodements religieux qu'ils ont réussi à obtenir, malgré la laïcité officielle des institutions québécoises.

Des représentants de la Fédération du Québec des Églises adventistes du septième jour, par exemple, sont venus dire à la commission que leurs fidèles ne pouvaient travailler le samedi et ne devaient pas être membres d'un syndicat. L'homosexualité n'y est pas jugée «naturelle telle que Dieu l'a voulu», a expliqué Rémy Ballais, pasteur pour cette Église.

Pourtant, ses fidèles n'ont pas trop de difficultés à s'entendre à l'amiable avec les employeurs ou les ordres professionnels, a-t-il relaté.

Cette Église, qui a 5000 membres au Québec, a déjà eu à négocier des accommodements pour motifs religieux, par exemple lors de la tenue d'examens le samedi pour ses membres qui étudiaient en techniques infirmières. Certains de ses membres qui ne peuvent travailler le samedi pourront aussi offrir à leur employeur de travailler le dimanche.

«Diriez-vous que la plupart de vos demandes d'accommodement peuvent être résolues à l'amiable avec les gestionnaires de l'organisme concerné ou bien, la plupart du temps, vous devez aller devant les tribunaux?» lui a demandé le coprésident de la commission, Gérard Bouchard.

«La plupart du temps, c'est résolu à l'amiable et, occasionnellement, devant les tribunaux», lui a répondu M. Ballais.

Un autre témoin, Joël Coppieters, qui a été pratiquant, puis athée, puis aumônier et est en voie de revenir au ministère de l'Église presbytérienne, n'a relaté aucun problème dans les hôpitaux québécois, même laïcs, quand il a dû faire des prières pour un patient. Il n'y voit pas non plus de telles difficultés pour des patients de confession musulmane, juive ou autre.

M. Coppieters s'est toutefois inquiété du fait qu'on veuille un jour aller si loin dans la laïcité des institutions qu'on interdise les gestes ou signes religieux, comme la prière à l'hôpital pour un malade.

La Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles s'est déplacée à Longueuil, mardi, où elle siègera également mercredi.

Des passerelles vers l'avenir

Des cégeps audacieux ouvrent leurs portes à de nouveaux candidats, grâce au concept des passerelles. L'actualité a obtenu la liste inédite de ces «laissez-passer»!

Être accepté au cégep sans avoir terminé son secondaire était, il y a une dizaine d'années, un fantasme pour étudiant lunatique. Depuis, le ministère de l'Éducation a changé les règles du jeu, question de faciliter l'accès aux études supérieures et de mieux répondre aux besoins du marché du travail.

Le Ministère a ainsi autorisé des «parcours de formation en continuité», qui permettent à un étudiant détenant uniquement un diplôme d'études professionnelles (DEP) d'accéder à certains collèges. De plus, une trentaine de passerelles reconnaissent des compétences spécifiques acquises au DEP pour les étudiants ayant complété leur secondaire, réduisant ainsi la durée de la formation collégiale. Quatorze cégeps du Québec offrent de tels «laissez-passer».

On compte également plus de 200 passerelles entre le DEC technique et le baccalauréat. L'université valide des unités obtenues au collégial, ce qui permet de gagner jusqu'à une année d'étude.

Jusqu'à tout récemment, aucune liste ne recensait toutes les passerelles existantes. L'étudiant qui voulait prendre connaissance des programmes devait consulter les sites Internet de chaque établissement scolaire et des guides d'orientation.

La sociologue Sylvie De Saedeleer, du Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire (CRIRES), a relevé le défi. Elle a conçu une liste complète des passerelles pour le Québec et a accepté que *L'actualité* la publie sur son site Internet. Il s'agit d'un document extrait du rapport *Décentralisation scolaire et arrimage des ordres d'enseignement: le cas des DEP-DEC et DEC-BAC dans les collèges publics québécois*, publié au mois de mars 2007 aux éditions du CRIRES.

Le projet a été réalisé grâce à l'appui financier du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH).

N.B. : Les tableaux ci-joints présentent la liste des ententes DEP-DEC et DEC-BAC connues en mars 2006.

Les passerelles DEP-DEC  (Fichier excel, 43ko)

Les passerelle DEC-BAC  (Fichier excel, 158ko)

Fermer la fenêtre



Le lundi 15 oct 2007

Des polluants dans les autobus scolaires

[Mathieu Perreault](#)

La Presse

Fermer les fenêtres des autobus scolaires quand il fait froid augmente de façon significative la concentration de polluants à laquelle sont exposés les écoliers, selon une étude de l'Université de Californie.

Les écologistes et ingénieurs ont découvert que les concentrations de suie et de dioxyde d'azote, deux polluants associés à des maladies comme l'asthme, frôlent les concentrations légales, même dans les autobus plus récents, construits dans les années 90.

Seuls les autobus roulant au gaz naturel comprimé avaient toujours des résultats sécuritaires. Ouvrir les fenêtres contribuait à faire entrer davantage de pollution provenant des autres véhicules, mais l'amélioration de la ventilation compensait amplement ce problème.

Un enfant assis à l'arrière d'un autobus scolaire où les fenêtres sont fermées respire jusqu'à quatre fois plus de polluants que s'il se trouvait dans une voiture, sur la même route.



Le mercredi 17 oct 2007

Et la numérologie?

[Caroline Touzin](#)

La Presse
Longueuil

Que faire avec un employé qui apporte des poupées vaudous à l'effigie de ses collègues dans une entreprise de Montréal-Nord? Ou encore avec un employeur adepte de numérologie qui refuse de vous embaucher parce que vous êtes un «numéro 8» et qu'il cherche des travailleurs «numéro 7» ?

De plus en plus de personnes et d'entreprises communiquent avec le Centre d'information sur les nouvelles religions (CINR) pour demander si tel ou tel cas constitue un accommodement raisonnable, a écrit le président de cet organisme à but non lucratif, Alain Pronkin, dans le mémoire qu'il a présenté à la commission Bouchard-Taylor, hier, à Longueuil.

«Qu'est-ce qu'on fait avec les groupes de croissance personnelle et les adeptes de numérologie? On est rendu avec un paquet de nouvelles croyances volatiles», a-t-il lancé. Son organisme fondé en 1984, est partenaire du Centre d'études des religions de l'Université de Montréal.

M. Pronkin reçoit une ou deux demandes par mois comme celles énoncées ci-dessus. Un restaurateur lui a récemment demandé si l'une de ses serveuses, au nom de sa religion, l'hindouisme, pouvait porter un anneau dans le nez. Une demande qui contrevient à la réglementation en matière de santé publique.

«Tous les individus impliqués dans de telles situations vivent un sentiment d'insécurité de devoir aller devant la Commission des droits de la personne, a-t-il expliqué. Les petits employeurs n'ont pas les moyens de faire face au système judiciaire pour faire reconnaître leurs prétentions devant la Commission.»

Pour ce spécialiste des religions, le gouvernement québécois doit «dépoussiérer la charte des droits» et «régler par une loi les débordements découlant de l'accommodement raisonnable». Le coprésident Gérard Bouchard s'est dit «troublé» par les nombreux exemples de M. Pronkin.

«Procès de la communauté musulmane»

Deux musulmanes sont venues dire l'une après l'autre que le débat entourant les accommodements raisonnables s'est transformé en «procès de la communauté musulmane».

Un procès qui mène au repli sur soi et au sentiment d'exclusion de toute une communauté, a déploré Leila Benhadjouda, étudiante en sociologie. «Ce sont des aspects qui ne sont peut-être pas présentés assez souvent devant la commission», a acquiescé M. Bouchard.

Une mère de famille de Brossard, catholique dans son enfance puis convertie à l'islam, a raconté avoir vécu en paix avec ses voisins jusqu'au 11 septembre 2001. Aujourd'hui avec le débat sur les accommodements, Natsha Ivisic «revit» la discrimination dont elle a été victime après le 11 septembre. La cinéaste a trois enfants, dont une petite fille

qui ne porte pas encore le voile.

«Ma fille conclut que les Québécois attaquent constamment les musulmans, surtout les musulmanes qui portent le voile comme sa mère. Pour se donner de la fierté, elle se dit Algérienne comme son père.»

Même loi pour tous

Pas question de faire des accommodements religieux pour le Mouvement laïque québécois (MLQ). «Si une loi est mauvaise, il faut la modifier, a dit son président, Henri Laberge. Ni le législateur ni les tribunaux n'ont la moindre compétence pour se prononcer sur la validité des croyances à un monde surnaturel.»

Si une école interdit tout couteau pour des raisons de sécurité, pas question qu'elle puisse accorder une dérogation pour des raisons religieuses, selon le MLQ.

Le MLQ n'a pas été le seul à souligner l'épisode du kirpan, ce qui a fait réagir Gérard Bouchard plus tard en soirée. «Toujours ce kirpan, a résumé le coprésident. Ce malheureux kirpan qui a mis le feu. La maison est en train d'y passer!»

C'est dans une salle de bingo du boulevard Taschereau que les commissaires ont entendu les préoccupations des Longueuillois. En après-midi, Charles Taylor a même cru être applaudi, mais c'était le bruit de la friteuse de la cantine, pendant que dans la salle voisine des gens jouaient aux loteries vidéo.

Les audiences se poursuivent à Longueuil aujourd'hui.

Grandir sans Dieu

La mort, la souffrance, le bien et le mal... Comment les expliquer aux enfants si on ne croit en aucune religion ? Dale McGOWAN, professeur dans un collège du Minnesota, a écrit un livre pour aider les parents.

par Louise Gendron

publié dans *L'actualité* du 1er novembre 2007

Peut-on parler de la mort à un enfant sans invoquer le paradis ? Comment lui inculquer le sens de la justice sans recourir à Dieu ? Ces questions et bien d'autres sont au cœur des préoccupations de parents non croyants partout dans le monde. Et elles risquent de prendre de l'importance au Québec.

Car dès septembre 2008, les cours de morale ou d'enseignement religieux (catholique ou protestant) y céderont leur place au nouveau programme d'éthique et de culture religieuse, obligatoire à tous les niveaux du primaire et du secondaire. Non confessionnel, ce programme permettra de découvrir les croyances, les rites et les principes des principales religions du monde et d'aborder les questions d'éthique hors du cadre d'une religion en particulier.

Ces questions revêtent une importance cruciale pour les non-croyants des États-Unis, un des pays les plus religieux du monde. Des dizaines de millions d'Américains croient en effet que la religion constitue la trame du sens moral. Ils sont persuadés que, sans la peur de Dieu qui l'oblige à respecter ses 10 commandements, l'homme passerait sa vie à jalouser et à voler son prochain. Que la morale vient de la religion. Ce qui est faux, disent les non-croyants.

Reste qu'élever un enfant sans religion pose des défis. Docteur en musique, Dale McGowan est pédagogue d'abord et avant tout. Père de trois enfants, il a enseigné pendant 15 ans — la musique, puis l'écriture et la pensée critique — au College of St. Catherine (un établissement catholique !), à Saint Paul, au Minnesota. Non-croyant convaincu, il est également responsable de la section famille du site Internet de l'Atheist Alliance International, un réseau d'athées.

Lorsque son aîné, alors âgé de sept ans, a commencé à poser des questions difficiles — sur la mort, entre autres —, Dale McGowan a cherché des ressources qui pourraient l'aider à donner de bonnes réponses. N'en trouvant pas, il a demandé à des théoriciens — philosophes, sociologues, psychiatres, psychologues — et à des praticiens — parents et éducateurs —, tous non croyants, de réfléchir aux défis que pose l'éducation des enfants sans religion. Pour en faire, bien sûr, des adultes empreints de valeurs morales et soucieux des autres.

Le résultat : *Parenting Beyond Belief*, un recueil d'une trentaine d'essais dans lesquels sont abordées des questions tant philosophiques (les fondements non religieux de l'éthique) que très pratiques (faut-il parler du père Noël à ses bouts de chou ?). Des discussions sont en cours en vue d'une édition québécoise.

L'actualité a joint Dale McGowan à sa résidence d'Atlanta, au début de septembre.

Continuez votre lecture à la page 26 de votre magazine.

Fermer la fenêtre



Le mercredi 17 oct 2007

Impératif français demande des garanties à Québec

Catherine Lamontagne

Le Droit

Impératif français demande au gouvernement du Québec la mise en place de garanties pour protéger la langue française advenant l'augmentation du quota d'immigration dans la province.

"La situation actuelle est inacceptable, estime Jean-Paul Perrault le président d'Impératif français. Un trop grand nombre d'immigrants ne savent pas encore parler français et manquent ainsi de respect envers les Québécois".

Le gouvernement de Jean Charest devrait, selon M. Perrault, sensibiliser davantage les immigrants à l'apprentissage du français et même obliger ceux-ci à maîtriser cette langue dès leur arrivé ou dans les trois années suivantes.

"Les immigrants sont les bienvenus au Québec, mais ils ne doivent pas fragiliser davantage le paysage linguistique de la province", soutient M. Perrault

Impératif français souhaite également l'abolition des mots "connaissance de l'anglais" dans les offres d'emplois publiées au Québec en raison de la contradiction que cela représente aux yeux de l'organisme.

Il critique notamment le fait que "même dans les annonces pour passer le balai ou être plongeur" la connaissance de l'anglais soit spécifiée.

Mandat de grève à l'UQO

DOMINIQUE LA HAYE

dlahaye@ledroit.com

Certains étudiants de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) iront en grève contre la hausse des droits de scolarité si le mouvement de protestation gagne massivement le reste de la province.

Hier, une trentaine d'étudiants en sciences sociales à l'UQO ont doté leur Association étudiante du module des sciences sociales (AÉMSS) d'un mandat de grève qui entrera en vigueur dès qu'au moins sept associations regroupant 25 000 étudiants au Québec auront adopté des positions similaires.

Si tel est le cas, la mobilisation touchera les quelque 280 étudiants du programme des sciences sociales en Outaouais.

Le débrayage pourrait avoir lieu dès lundi, étant donné que

30 000 étudiants de sept associations répondront à la question cruciale d'ici demain.

Récemment, trois associations représentant 11 000 étudiants ont voté en assemblée générale des mandats de grève selon les mêmes conditions que l'AÉMSS.

«La situation évolue rapidement, d'autres assemblées générales sont prévues dans la province. Le déclenchement d'une grève à l'UQO dès la semaine prochaine n'est pas exclu», souligne le président de l'AÉMSS, Éloi Bureau.

Les étudiants en sciences sociales pourraient se retrouver seuls sur la ligne de piquetage. Lors de la dernière assemblée de l'Association générale des étudiants (AGE) de l'UQO les membres présents ont voté contre le plan d'action suggérant de recourir à la grève générale illimitée dès la mi-octobre.

Vote de grève à l'UQO ^{24 heures} _{17oct} P. 3

Les 280 étudiants du module des Sciences sociales de l'Université du Québec en Outaouais se sont prononcés en faveur de la grève générale illimitée pour réclamer la gratuité scolaire.

Les membres de l'Association étudiante des Sciences sociales de l'UQO se sont réunis en assemblée générale spéciale hier et ont adopté un mandat de grève générale illimitée.

«Le but est de contrer l'augmentation des frais», a expliqué le président de l'association, Éloi Bureau.

La grève sera déclenchée à l'UQO dès que sept autres associations étudiantes du Québec et 25 000 étudiants auront voté dans le même sens.

«On trouvait que l'assemblée générale de l'Association des étudiants de l'UQO nous avait mal représentés en septembre dernier», a rajouté M. Bureau.

Lors de cette assemblée, de nombreux étudiants avaient quitté la salle de réunion alors que certains avaient rejeté l'idée d'une grève générale. (Louis-Denis Ebacher)

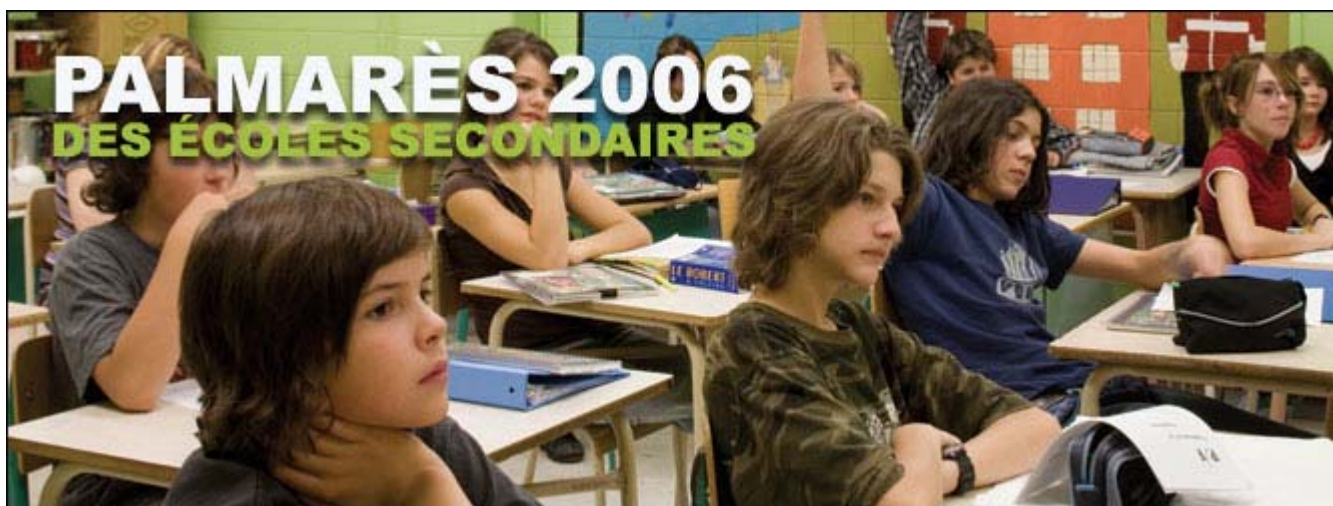


photo Archives

Le président de l'Association étudiante des Sciences sociales de l'UQO, Éloi Bureau.

PROFESSEUR HONORÉ

Chaque année, MusiCan, le programme d'enseignement de la musique de CARAS, sélectionne un professeur de musique canadien qui s'est distingué par son travail et lui présente des témoignages de reconnaissance. Demain, le 3^e prix annuel sera décerné à un professeur de Gatineau. La remise de prix se fera à la Polyvalente Nicolas-Gatineau, en présence de la présidente de CARAS. Pour l'occasion, un artiste de studio d'enregistrement de réputation internationale présentera un message de félicitations sur vidéo au professeur. (24h)



Le bulletin s'affine!

En plus de son classement général, *L'actualité* publie pour la première fois un palmarès des écoles qui comptent un nombre important d'élèves dits «en retard», c'est-à-dire qui ont commencé la 4e année du secondaire à 16 ans ou plus. Une façon efficace de connaître les établissements où ces élèves obtiennent le plus de succès.

À découvrir également, la liste des 10 écoles s'étant le plus améliorées depuis 2001. Pour voir en un seul coup d'œil le pas de géant qu'ont fait ces maisons d'enseignement!

L'actualité vous offre également la possibilité de créer votre propre palmarès, grâce au logiciel «Comment se compare votre école?», conçu par l'Institut Fraser et l'Institut économique de Montréal. À vous de déterminer les établissements scolaires à comparer, selon les critères que vous désirez!

Pour le classement général des écoles, consultez la page 91 de votre magazine.

Classement

- L'outil «Comment se compare votre école?»
- Les écoles comptant plus de 50% d'élèves en retard
- Les 10 écoles s'étant le plus améliorées depuis 2001

À lire!

- La recette du colonel
- L'Express du nord

Les auteurs du bulletin

- Institut économique de Montréal
- Institut Fraser

Fermer la fenêtre

CHRONIQUE

MARIO BOULIANNE

mboulianne@ledroit.com

Un tremplin vers la lecture

Intervenir auprès des parents qui sont peu à l'aise avec la lecture et l'écriture pour améliorer la réussite scolaire des enfants de 5 à 12 ans, voilà le gage que fait le Tremplin des lecteurs.

L'organisme en alphabétisation situé dans le Vieux-Gatineau a reçu, lundi, un montant de 33 000 \$, dont 25 000 \$ proviennent du gouvernement du Québec, pour le projet Ecole-Famille-Milieu, une initiative qui permettra de renforcer la capacité d'accompagnement des parents quant au vécu scolaire de leur enfant.

« Nous pourrions aider les parents à avoir davantage confiance en leurs propres capacités pour accompagner leur enfant dans son cheminement scolaire, explique le président du Tremplin des lecteurs, **Benoît Fortin**. Nous voulons ainsi contribuer à soulager le stress important que les parents ressentent lorsqu'ils sont aux prises avec des situations difficiles. »

Ce programme prendra la forme d'ateliers de leçons et de devoirs qui rassembleront les enfants et leurs parents. Des thèmes comme l'accompagnement scolaire à la maison, les visites de parents à l'école et les ressources en formation pour les adultes seront abordés.

« L'analphabétisme est un facteur important de la pauvreté et de l'exclusion sociale, affirme le ministre responsable de l'Outaouais, **Benoît Pelletier**. Il faut éviter que ce problème se perpétue d'une génération à l'autre. »



À SURVEILLER : Un souper-conférence au profit de la Fondation du CSSS de Gatineau et celle du CHEEO aura lieu le vendredi 26 octobre, au chalet principal du Camp Fortune à Chelsea. **Jean Ricard, Meagan McGrath et Jean-François Carey**, trois alpinistes de la région, raconteront leur aventure sur le mont Everest. Pour information, visitez le www.everest2007.ca.



JEAN-FRANÇOIS DUGAS, Le Droit

Un beau geste

Quelques membres des Chevaliers de Colomb de Casselman ont remis le premier versement de 1000 \$ à Nathalie Oceau et à sa fille Catherina. Ce don fait partie d'une campagne de financement de 30 000 \$ visant l'achat d'une fourgonnette adaptée. Sur la photo, on reconnaît Gilles Desnoyers, Joe Pelletier, Alfred Longchamps, Jean-Paul Leclair et Gérald Bériault. Le maire de Casselman, Conrad Lamadeleine, a également participé au lancement. Si vous voulez faire un don, composez le 613-296-5697 ou le 613-764-6615.

40 ans d'engagement

Il n'y a pas de paix sans développement, disait le pape Paul VI en 1967.

Depuis 40 ans maintenant, l'organisme Développement et Paix s'engage sur cette voie, dans la solidarité et la justice sociale.

La campagne de sensibilisation et de financement de cet organisme débutera bientôt et elle vise un objectif de 92 000 \$.

Cette année, le thème de la campagne de sensibilisation est « À l'écoute des sans voix » et vient rappeler que les inégalités entre les pays du Nord et ceux du Sud existent toujours.

Depuis 40 ans, Développement et Paix a appuyé 15 000 projets et a reçu 500 millions \$ grâce au soutien des membres et des donateurs.

Le dimanche 28 octobre, une grande fête aura lieu à l'église

St-Maria-Goretti de Gatineau, de 13 h à 20 h.

Pour en savoir plus, vous pouvez visiter le site Internet www.devp.org.

Un p'tit café en chantant

Pour une deuxième année, le Centre d'entraide aux aînés tiendra son Café chantant, à la Cabane en bois rond du secteur Hull.

Cette matinée toute en musique aura lieu le dimanche 2 décembre, de 13 h à 16 h.

Nicole Laurin et le guitariste **Sylvain Legault** vous interpréteront des airs d'antan aux couplets jazzés.

Pour vous procurer des billets, composez le 819-771-6609.

Un duo attendu

Le duo **Josée Lajoie et Luc**

Grand'Maison est de retour sur la scène du Café des Artistes de la Lièvre.

Josée et Luc animeront la soirée du samedi 27 octobre dans ce sympathique café situé sur la rue Principale à Buckingham. Un spectacle avec piano, guitare et voix qui vous fera passer par toute la gamme des émotions.

Et comme c'est la tradition au Café, il n'y a pas de frais d'entrée. On passera le chapeau à l'entracte. Les artistes comptent ainsi sur votre générosité.

Si vous voulez en savoir plus, composez le 819-281-1987.

Une autre marche payante

La semaine dernière, sept écoles primaires et secondaires de la région ont organisé leur sixième édition de la Marche de l'espoir dans le but d'amasser des fonds pour la Fondation Ter-

ry-Fox. Cette marche a permis de recueillir plus de 12 000 \$.

L'an prochain, les organisateurs et les marcheurs ont bon espoir d'atteindre le cap des 100 000 \$ amassés depuis la première édition qui se tenait en 2002.

Les écoles participantes ont été celles du Sacré-Coeur, St-Laurent, Hormisdas-Gamelin, Maria Goretti, St-Jean-de-Brebeuf, ainsi que les centres de la petite enfance des Trois Petits Points et aux Quatre-Vents, le centre Adrien-Guillaume, le centre de la Cité de Masson ainsi que le centre administratif de la Commission scolaire au Coeur-des-Vallées.

50 ans en Outaouais

La section régionale de la FTQ Outaouais a souligné récemment son 50^e anniversaire dans la région.

Le Conseil a débuté ses festivités avec son tournoi de golf annuel au profit de Centraide Outaouais pour ensuite présenter une soirée remplie d'émotions, où **Pierre Lesage** a été honoré pour ses 35 années de bénévolat au sein de la FTQ.

Cette année, quelque 150 golfeurs ont permis d'amasser 6450 \$ et les employés de Produits Kruger — anciennement Papier Scott — ont arrondi la somme à 8000 \$ pour une deuxième année consécutive.

Le comité organisateur de ces festivités était composé de **Gene Hartley, Dino Lemay, Francine Bourré, Réjean D'Aoust et Martin Lebeau**. **Henri Massé**, président de la FTQ, a également pris part aux festivités.



Un camp bien spécial

Grâce au Amis du camp des Services aux enfants et adultes de Prescott-Russell, 22 jeunes de Hawkesbury et des environs ayant des besoins spéciaux ont pris part à des activités culturelles, sportives et artistiques cette année. Grâce à ces contributions, ces jeunes ont pu s'amuser et tisser de nouveaux liens d'amitié. En plus de participer au camp spécial, les jeunes ont pu intégrer partiellement les camps d'été de la Ville de Hawkesbury. Sur la photo, **Francine Clermont, Mathieu Clermont, Émilie Roy, Marie-Ève Diamond, Stéphanie Bertrand, Joseanne Villeneuve, Kelsey Kelly, Pascale Latrelle, Manon Parent**, coordonnatrice du projet; **Diane Gunnville, Philippe Alexandre et Tristan Laroque**.



Wednesday » October
17 » 2007

Carleton crime stats ugly, and hidden

Kelly Egan

The Ottawa Citizen

Wednesday, October 17, 2007

A vicious sexual assault at Carleton University last month was a rare occurrence on an otherwise safe campus, the school assured a jittery student body in the midst of frosh week.

Even as it called for calm vigilance, however, it refused to release statistics on criminal activity at the school. Strange approach. The University of Ottawa had its figures on its website, for all to see.

What was there to hide?

Well, now they've arrived. The Citizen has obtained statistics about criminal activity at the school since 2000 by using access-to-information laws.

Not the prettiest picture.

In 2006, there were five sexual assault cases recorded by the department of safety. In 2005, there were eight. In 2004, the total was four. There have, in fact, been cases of sexual assault every year since 2000.

Theft was more prevalent. In 2006, there were more than 200 cases of theft, including 194 of theft under \$5,000 from private individuals. Seven reports were for thievery in excess of \$5,000 from individuals.

The school itself is a target, too. In 2003, there were 14 instances of theft over \$5,000 from the university. The figure dropped to five the next year and only one in 2006.

The stats also indicate how busy the security business has become at Carleton, home to 35,000 staff, students and visitors on a given school day.

In 2003, the safety department had 37,003 calls and was required to investigate 3,532 incidents, or about 10 for every day of the year.

The calls-for-service figure rose to 40,635 in 2004, and 43,057 in 2005, before slipping to 34,977 last year.

Nothing that special about Carleton, really.

The University of Ottawa, which is roughly the same size, had its share of mayhem.

There were five sexual assaults reported in 2005, but only one in 2006. Mischief was a bigger problem at the downtown school, with 250 cases last year, versus 79 at Carleton.

Theft was also common at U of O, with 338 cases of varying severity reported in

2006.

The sexual assault in Carleton's chemistry building was, according to the school's security boss, the most physically violent in 15 years.

Its apparent randomness only fuelled fears.

Just after midnight on Sept. 1, a 24-year-old female student was doing lab work on the third floor of the Steacie building, at the edge of the Rideau River on the campus's south side.

A stranger attacked the student, leaving her with a broken jaw and a dislocated shoulder.

The victim was able to provide police with a description detailed enough to produce a composite drawing, released on Sept. 13.

Police have received about 190 tips, but have yet to make an arrest. It is asking for the public's assistance to find the culprit.

The suspect is described as a clean-shaven white male, five-foot-eight to five-foot-nine, with broad shoulders and a bald head. He was in his 20s, spoke English without an accent and wore a blue hooded sweatshirt with small white lettering on the chest, blue jeans, and running shoes.

The assailant, who had been drinking, was carrying a white plastic Macy's bag.

It isn't clear what safety enhancements, if any, have been incorporated into the Steacie building.

Carleton reported it could find no records about any safety audit done on the five-storey building in the last five years.

It is, however, proceeding with a swipe-card system for the campus, which would restrict entry to certain buildings to those with the correctly coded security card. It is spending \$750,000 to install swipe-card access at about 400 entrance doors.

A quick tour of the Steacie building yesterday found no sign that the chemistry department was on high alert. Many labs had open doors. There were boxes of test tubes and other measuring devices in a hallway.

The full names of students were on bulletin boards. The lab experiment schedule for CHEM 3505, for instance, was in full view.

I found a couple of posters describing the crime, with the accompanying composite drawing, but none on the main entrance doors.

At least two labs had the following warning: Lock All Doors...Thieves Rampant...This Means You!!!!

The university responded to the attack by asking students to consider studying in pairs or groups, particularly in the late hours. It also began a campaign to encourage foot patrols across campus after dark.

Following the assault, the university has said it will hire an outside consultant to conduct a safety audit of the campus.

It hopes a report can be completed by August.

Shelley Melanson, president of the Carleton Students Association, said a Take Back the Campus committee was struck in the aftermath of the sexual assault, to combat fearmongering.

A town hall meeting about campus safety has been organized for Oct. 24. The committee also wants to work with the outside auditor, she said, on a "holistic" approach to safety.

"It's not just about how many cameras we have on campus. It's not just about how many cops we have on campus. It's talking about, 'how do we interact with each other on a regular basis that perpetuates a lack of safety?'"

Well, getting a clear picture of the range of criminal activity would be a start. There is no safety in hiding.

Contact Kelly Egan at 613-726-5896 or by e-mail, kegan@thecitizen.canwest.com

© The Ottawa Citizen 2007

CLOSE WINDOW

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.



Wednesday » October
17 » 2007

Profs great, but PR poor, Carleton students say

Survey finds U of O students would like broader course offerings

Pauline Tam

The Ottawa Citizen

Wednesday, October 17, 2007

Students at Carleton University think highly of their professors, but feel the university could do more to improve its academic reputation.

Meanwhile, University of Ottawa students believe they would benefit from having a wider range of courses available to them.

These are some of the findings in the sixth annual University Report Card, published yesterday by the Globe and Mail.

The survey, which ranks 53 Canadian universities according to the opinions of more than 43,000 undergraduates, rates the schools on a wide range of measures.

Overall, Carleton earned an A- for student satisfaction -- a result that remains unchanged from last year. The University of Ottawa received a B -- a slight drop from last year's B+.

According to the survey, a key area in which Carleton excels is the quality of its teaching staff. The university pulled in an A-, sharing top marks with the University of Guelph, Queen's University and Wilfrid Laurier University among medium-sized schools (with enrolment between 12,000 and 22,000).

The University of Ottawa, competing against heavyweights such as the University of Toronto, University of Western Ontario and McGill, garnered mostly above-average grades.

In key areas such as education quality, teaching quality and academic reputation, the University of Ottawa received mostly Bs.

Its lowest mark was in the availability and variety of the courses offered, which earned a C+.

The result caught the attention of the university's vice-president, Bruce Feldthusen.

Mr. Feldthusen said he intends to see whether the Globe's result is corroborated by data from other student surveys. Otherwise, Mr. Feldthusen downplayed the Globe results.

"We don't take these press-driven rankings seriously, and we really should not crow when we do well and we should not cry when we do poorly," he said.

At Carleton, students gave their university a B- for academic reputation -- a marginal improvement from last year's C+.

Ian Calvert, Carleton's director of institutional research and planning, said the university has concerns about the Globe's survey methodology, "so we're cautious in interpreting the results of this."

© The Ottawa Citizen 2007

CLOSE WINDOW

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.



Wednesday » October
17 » 2007

Schools are foremost about education, not faith

The Ottawa Citizen

Wednesday, October 17, 2007

Re: Faith permeates Catholic education. Oct. 11.

Rev. Geoffrey Kerlake wrote that a "faith response is always appropriate." I would take issue with such a suggestion, for schools should be concerned foremost with education and the teaching of facts and evidence-based reasoning.

Faith, by definition, does not meet that stringent standard. That is not to say that children should not be consoled in the likely event of death or injury of loved ones, indeed even pets, or not be taught valuable lessons about socialization. But let us not pretend that saying a prayer is the only way to do that and that God is "present as the 'backdrop' in every moment of life at school." The likelihood of that is very much in dispute.

Letter-writer Rick Gervais ("Anecdotal reasoning," Oct. 11) suggested that "integrating the message of faith contained in the gospel of Jesus Christ into the Ontario curriculum helps to develop the whole child, spiritually, intellectually, physically and socially." This is decidedly a very one-sided approach, which does little to integrate non-Christians and even non-believers into our education system. By this argument, if faith is so indispensable, he should be supportive of all other faith-based education systems.

And letter-writer Julie Taub ("Superior schooling," Oct. 11) asserted that the relative success of Catholic schools is due to their resistance to "the politically correct 'dumbing down' of educational standards and discipline."

While this may be true, it is also tellingly not a resounding endorsement of faith-based education. After all, any school board can maintain standards and discipline without resorting to faith.

Finally, her example of comparing Canada's religious legacy with language is not particularly useful or judicious, and has nothing to do with political correctness. The fact is that religious faith is not a necessity for teaching children; use of language(s) is indispensable.

Steve Beler,

Ottawa

© The Ottawa Citizen 2007

[CLOSE WINDOW](#)

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.